

FAITS MARQUANTS

Environnement économique

- 2^e Projet de Loi de Finances Rectificative 2020 en lien avec l'allongement du confinement:
 - Révision à la **baisse de la prévision de croissance : -8 % PIB en 2020**
 - Révision à la **hausse des estimations de dette & déficit publics : 115 % & -9 % du PIB**
 - Révision du Plan de soutien public de 45 à 112 Md€** (cf. tableau ci-dessous) :
 - Réévaluation logique du coût du chômage partiel à 24 Md€ et des reports de charges à 50 Md€
 - Renforcement du soutien aux entreprises : 7 md€ pour les indépendants et TPE, 20 Md€ pour prises de participations ou recapitalisations d'entreprises stratégiques
- France : **8,7 millions de salariés au chômage partiel**, 860 000 entreprises concernées (Darès)
 - 58 % des salariés des Petites Entreprises sont au chômage partiel** (moyenne toutes tailles à 35 %)
 - chute de 24% des ventes du commerce de détail** et de 43,4% des ventes de produits industriels en mars par rapport à février, selon la BdF ;
 - recul des prix à 0,7% en mars** (inflation sous-jacente à 0,4% l'an), contre 1,4% en février, du fait du net repli des prix de l'énergie et des produits manufacturés et d'un ralentissement des prix des services
- Rechute du pétrole** : accord OPEP+ de baisse de 9,7 mb/j jugé insuffisant car forte de la demande (AIEA)
- Chine : contraction de 6,8% du PIB au T1 2020** pour la première fois depuis plus de 40 ans
- Etats-Unis : recul de 8,7% en mars des ventes au détail** et **22 millions de chômeurs** sur 4 semaines

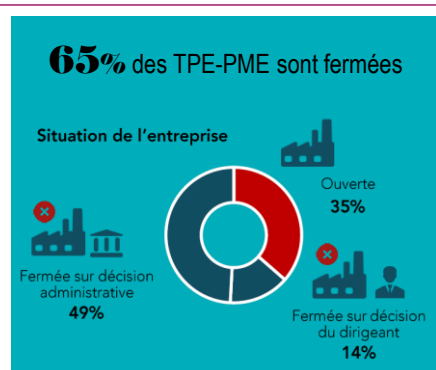
Contexte sociétal / ménages

- Les Français très favorables au prolongement du confinement jusqu'au 11 mai.** *Elabe pour BFMTV (16/04)*
 - 83% des Français sont favorables à ce prolongement (41% très favorables).
 - En revanche, seule une courte majorité (55%) est favorable à la réouverture des crèches et des écoles.
 - 73% jugent cette prolongation « supportable ». 27% la jugent pas vraiment (20%) ou pas du tout (7%) supportable, notamment chez les moins de 34 ans (31%) et les CSP- (32%).
- Une approbation des mesures gouvernementales, mais une défiance sur leur mise en œuvre.** *Elabe*
 - L'élargissement des tests de dépistage et la mise à disposition de masques font consensus (> 90%). Mais 65% pensent que l'Etat ne parviendra pas à distribuer ces masques pour le 11 mai.
 - 92% soutiennent le plan d'aide** pour les secteurs les plus en difficulté (tourisme, événementiel...).
 - 86% approuvent les aides spécifiques pour les familles les plus modestes et les étudiants.
- L'inquiétude économique est en hausse.** *Baromètre Covid19 BVA pour Orange et Europe1 (15/04)*
 - Seuls 53% des salariés du privé et les indépendants sont « confiants » quant à la capacité de leur entreprise à faire face à la crise (-7 pts depuis dimanche).
 - Une inquiétude plus forte chez les professions intermédiaires (50%) et les employés (45%) que chez les cadres (34%).

POINTS D'ALERTE

- Pour éviter la paralysie du secteur de la construction, **l'allongement des délais** fixés par l'ordonnance du 25 mars n'est finalement « **pas applicable aux délais de réflexion, de rétractation ou de renonciation** », ni à ceux prévus pour les versements afférents.
- Prévisions du **FMI** illustratives d'un pessimisme croissant : « **Pire récession** » depuis **1929** avec -3% du PIB mondial en 2020 (+5,8% en 2021) avec des écarts marqués : **USA -5,9%** (puis +4,7%); **Eurozone -7,5%** (puis +4,7%); **Chine +1%** (puis 9,2%)
- Risques aux Etats-Unis liés à la forte hausse du chômage**, sur la consommation à venir mais également sur l'accroissement des défauts de crédits immobiliers.
- Fragilité du rebond boursier** face à la chute des bénéfices, d'où une pression sur la capacité de nombreuses entreprises dans certains secteurs à rembourser leurs dettes.

CHIFFRES CLÉS



92%
des entrepreneurs observent un recul de leur chiffre d'affaires au mois de mars

Pour **60%** des dirigeants,
la baisse est supérieure à **50%**.

Source : Enquête CPME 16 avril

France : plan d'urgence économique

| En milliards d'euros | Plan de soutien initial | Plan de soutien révisé |
|---|-------------------------|------------------------|
| Dispositif d'activité partielle | 8,5 | 24 |
| Fonds de solidarité pour les indépendants | 1 | 7 |
| Dépenses de santé | 2 | 8 |
| Autres mesures budgétaires | 0 | 3 |
| Report de charges fiscales et sociales | 33 | 50 |
| Soutien aux entreprises | 0 | 20 |
| Total | 45 | 112 |

Source : Rexecode

**FOCUS AGRICULTURE-ALIMENTATION :
UNE PRÉOCCUPATION PRIORITAIRE ET UNE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE CLÉ**

■ **Le confinement a entraîné une rupture dans les pratiques de consommation alimentaire, une « quasi économie de guerre »**

- Forte **augmentation** de la consommation alimentaire des ménages.
- **Recentrage** sur les produits de base et/ou de longue conservation (pâtes, riz, œuf, farine, jambon blanc...) ; à l'inverse, une consommation festive ou « plaisir » en berne, avec plusieurs impacts :
 - Diminution de la consommation de produits frais amplifiée par la fermeture des rayons « à la coupe » dans la grande distribution (fruits, légumes, poissons...)
 - Des effets négatifs sur les produits « de qualité », par exemple les fromages AOP ou le Champagne
 - Perte de la saisonnalité pascale sur l'agneau, le chocolat, le foie gras (les fêtes de Pâques représentent 50% de la consommation annuelle pour la filière ovine).
- Recours accru aux **circuits courts** (vente à la ferme, magasins de producteurs, vente via des plateformes consommateurs / producteurs...). Développement du drive et des livraisons à domicile. Même si plus de 2/3 des achats de denrées alimentaires sont réalisés auprès de la grande distribution.

+10%

Hausse de la consommation des secteurs agriculture et agroalimentaire selon l'Insee (seuls secteurs en hausse)

■ **Produire en temps de crise : un secteur sous pression**

- L'agriculture : un des rares secteurs qui **continue à produire** avec une perte d'activité estimée à seulement **-10%** par l'Insee. Peu de chômage partiel (**12 %** des salariés agricoles selon la Dares).
- Mais des **besoins de main d'œuvre non satisfaits** et des appels publics à volontaires : +200 000 candidatures suite à l'appel du ministère de l'Agriculture.
- Des secteurs **inégalement exposés** à l'évolution de la consommation et des marchés internationaux :

| | |
|------------------------------------|--|
| En hausse, voire en tension | Céréales > hausse des exportations dans un contexte d'achats massifs (« panic-buying » pour constituer des stocks chez les pays importateurs) et de retrait de certains pays exportateurs (mesures de restriction en Russie, Ukraine, Argentine) Oeufs, produits transformés, produits de base > demande++ des consommateurs |
| En redémarrage | Fruits et légumes (produits « de saison ») > chute en début de confinement, reprise aujourd'hui |
| Fragilisés | Viticulture > activité dépendante des exportations et déjà affectée par Brexit, la taxe US et la fermeture du marché chinois début 2020 |
| En crise | Fleurs et plantes > pas d'accès à la grande distribution, baisse de la consommation Filières lin / chanvre > arrêt de l'industrie textile / bâtiment Pommes de terre > arrêt de la production de frites (McDonald's notamment) Oléagineux et éthanol > chute du prix de l'essence, baisse de la consommation de biocarburants |

■ **Une perturbation des chaînes d'approvisionnement et de distribution qui fragilise l'équilibre de la filière, l'agriculture étant fortement dépendante d'autres secteurs**

- Des **difficultés de livraison et d'approvisionnement** (transport-logistique) : ralentissement du fret ferroviaire et fluvial, hausse des coûts du transport routier (retour à vide des camions, disponibilité des conteneurs, droit de retrait des chauffeurs routiers...), réorganisation des circuits logistiques suite à la fermeture des cantines, restaurants (report des ventes en BtoB vers le BtoC).
- **Autres problématiques** : pénurie d'emballages (œufs, lait), retards sur la réalisation d'analyses en laboratoire, tensions sur l'approvisionnement en intrants (engrais, semences) ou en aliments pour l'élevage, fermetures d'abattoirs, disponibilité des pièces de rechange pour le matériel agricole...
- Pour autant, des **prix** qui restent stables ou en baisse pour les consommateurs

■ **Quels impacts moyen long terme ?**

- Certains acteurs sortiront **renforcés** : plateformes de mise en relation, magasins de producteurs, grande distribution, coopératives.
- La crise conforte le **modèle du circuit court** (vente à la ferme, magasins de producteurs...), voire la transformation à la ferme et une consommation plus durable et locale.
- Le **défi de l'autonomie alimentaire** : la volonté du chef de l'Etat de « rebâtir une indépendance agricole française » est en phase avec 93% des Français (Odoxa-Comfluence / Les Echos), pour qui l'autonomie agricole de la France doit être **la première priorité politique d'après crise**.